



La lettre mensuelle

Jun 2005

du comité

ATTAC-54

Les prochains rendez-vous

Réunion-débat

♦ **Lundi 4 juillet :**
la réforme des Universités
Jean Luc OLIVIER

à 20h30
à la MJC TROIS MAISONS
12, rue de Fontenoy
à Nancy

Groupe de travail

Gestion de l'eau

♦ **Mercredi 29 juin :**
Salle des associations
de la mairie de Chavigny
à 20h15

Réunion de Rentrée

♦ **Lundi 5 septembre :**
à 20h30
Lieu à préciser..

Après le 29 mai...

Le «non» l'a emporté le 29 mai. Qu'on s'en réjouisse ou qu'on le regrette, chacun reconnaît le rôle joué par ATTAC dans ce résultat. Pour notre part, nous sommes fiers de la campagne que nous avons menée. Nous voulons donner un grand coup de chapeau à tous les adhérents et sympathisants qui s'y sont impliqués, sous toutes les formes possibles, de l'argumentation individuelle à la distribution de tracts ou à l'organisation de débats.

Cependant, l'enjeu premier de cette campagne n'était pas le développement d'ATTAC et il y a bien d'autres enseignements à en tirer :

1. Cette campagne référendaire a suscité un grand débat, sans doute non anticipé –ni même souhaité– par ses instigateurs. Ce débat a permis aux citoyens de s'approprier la question de la construction européenne, dont ils avaient été jusqu'alors tenus à l'écart. Il a permis de faire grandir l'idée de l'Europe, l'idée qu'il faut continuer à construire celle-ci, mais autrement, au service des peuples et non plus des multinationales. Il a fait prendre conscience qu'au nom de l'Europe, au nom de la paix et de la solidarité, on voulait nous faire entériner des politiques opposées à ces valeurs auxquelles nous sommes attachées.

2. Le résultat du référendum exprime un rejet massif des politiques libérales menées au cours des dernières décennies, tant au plan national que par l'Union européenne.

Certes, il s'agit parfois plus de désarroi et de colère face aux conséquences de ces politiques que d'une prise de conscience claire de leur nature et de ce qu'on pourrait leur substituer. Une autre fraction du «non» exprime la peur et le repli sur soi, et ce «non» anti-européen, nationaliste, voire xénophobe n'est pas le nôtre.

Mais, il reste, qu'à l'exception de quelques Seillère ou Madelin, libéraux assumés, les tenants du «oui», comme ceux du «non» se sont tous présentés comme des adversaires du libéralisme, dont la directive Bolkestein, jadis acceptée de tous, est devenue le symbole honni –du moins dans les discours. C'est incontestablement le signe d'une prise de conscience parmi les citoyens, qu'il reste à faire passer du refus à la construction d'alternatives progressistes et solidaires.

3. La campagne pour le «non» a fait naître une dynamique unitaire inédite. Elle a rassemblé des partis, des syndicats et des associations dont certains ont entretenu dans le passé des relations parfois conflictuelles. On y a vu côte à côte des militants venus d'horizons divers, y compris des membres de partis ou d'organisations qui avaient appelé à voter «oui», ainsi que des personnes non «encartées» impliquées à titre personnel.

Pour conserver cette dynamique unitaire, la faire vivre et la faire grandir, il faut poursuivre le travail engagé pendant cette campagne, passer à l'étape suivante –la construction d'alternatives– et rassembler tous ceux qui veulent lutter contre les politiques libérales et pour des alternatives à ces politiques. Dans cette perspective, une Convention des ATTAC d'Europe a élaboré des propositions que vous trouverez au verso de cette lettre.

**Ils sont huit,
nous sommes des milliards**
Edinburgh du 1er au 8 juillet
"semaine d'action contre le G8"

Vamos! organise deux bus pour le G8
Deux départs : 22h le 30 juin ou le 2 juillet (Paris-Edinburgh)
Deux retours : le 8 ou 10 juillet (Edinburgh-Paris) 105 €
Pour réserver ou pour plus d'infos :
Mail : vamos-g8@no-log.org Tél Cyrille : 06 15 74 09 60

6ème université d'été

Poitiers du 26 au 30 août 2005

Organisée par Attac sur le thème :
Le rôle de l'Etat comme soutien à la mondialisation néolibérale,
ou comme support de la résistance qui peut lui être opposée.

Les modalités d'inscriptions, renseignements et programme
seront très bientôt disponibles sur le site d'Attac France

La Convention des Attac d'Europe et un Plan A B C pour l'Union Européenne

Les « non » français et néerlandais au traité constitutionnel, et l'impact positif qu'ils ont eu sur les opinions publiques en Europe, signifient un rejet catégorique des politiques néolibérales menées depuis des décennies au niveau européen. Cette situation constitue une opportunité historique pour lancer un vaste débat démocratique sur la nature du projet européen que nous voulons. Pour donner un contenu concret à l'immense espoir suscité par l'échec que le néolibéralisme a essuyé les 29 mai et 1er juin, les représentants des Attac d'Europe réunis à Bruxelles le 16 juin 2005, à l'occasion de la tenue du Conseil européen, annoncent la mise en place d'une Convention des Attac d'Europe. Cette Convention propose un Plan ABC qui va se développer dans le court et le moyen terme. Son programme de travail démarre dès aujourd'hui. Il suivra l'agenda institutionnel de l'Union européenne, tout en élaborant le sien propre.

Plan A : des actions et des mobilisations contre les politiques libérales européennes

Une refondation démocratique de l'Europe implique dans l'immédiat une série de mesures urgentes de rupture avec les politiques néolibérales :

1. Demande du Conseil à la Commission de retirer tous les projets de directives européennes de libéralisation en cours (notamment la directive Bolkestein, celle sur le temps de travail, sur les transports ferroviaires...), ainsi que le plan d'action sur les aides d'Etat.
2. Réunion d'urgence de l'Eurogroupe pour exiger de la Banque centrale européenne une modification substantielle de la politique monétaire incluant la baisse des taux d'intérêt.
3. Engagement de développer une véritable politique pour l'emploi, passant notamment par la remise à plat du pacte de stabilité.
4. Progression substantielle du budget européen pour mener une politique sociale et pour augmenter le montant des fonds structurels à destination des pays nouveaux entrants afin de les aider dans leur développement, au lieu d'encourager le dumping social et fiscal, ainsi que les délocalisations.
5. Organisation d'une relance économique européenne, y compris par l'emprunt, fondée sur des investissements dans les infrastructures publiques contribuant à améliorer l'environnement, les transports ferroviaires, l'éducation, la santé..., et visant à la création d'emplois.
6. Moratoire sur les négociations de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) à l'OMC.
7. Mise en place de mesures visant à

la suppression des paradis fiscaux et à la promotion des taxes globales et de l'harmonisation fiscale en Europe.

8. Remise à plat de l'« agenda » de Lisbonne (Conseil européen des 23 et 24 mars 2000) et de l'agenda social 2005-2010, en vue de les mettre au service du progrès social et écologique.

9. Accroissement de l'aide publique au développement à 0,7 % du PIB des Etats membres de l'Union ; engagement plus fort dans les « Objectifs du millénaire » et annulation de la dette des pays pauvres.

10. Fin du soutien à l'occupation de l'Irak et retrait immédiat des troupes de pays membres de l'Union.

Ce plan A comportera une série d'actions menées au niveau national et européen, et qui culmineront à Bruxelles en décembre 2005 par une grande mobilisation à l'occasion du dernier Conseil européen sous présidence britannique.

Plan B : pour des institutions européennes réellement démocratiques

Les Attac d'Europe sont attachés à l'existence d'institutions européennes authentiquement démocratiques, ce qui n'était pas le cas dans le projet de traité constitutionnel. Il faudra, en particulier, donner un rôle important aux Parlements nationaux, tout en élargissant celui du Parlement européen ; retirer à la Commission le monopole de l'initiative législative, ainsi que les pouvoirs exorbitants dont elle dispose en matière de concurrence ; donner aux citoyens un droit véritable d'initiative populaire ; faciliter les coopérations renforcées. Tous les Attac d'Europe discuteront en leur sein et entre eux du contenu d'un nouveau traité portant exclusivement sur les institutions européennes. La première réunion de la Convention des Attac d'Europe prévue en décembre 2005 fera le bilan de ces propositions.

Plan C : pour une autre Europe possible

Si importantes qu'elles soient, les mesures de démocratisation institutionnelle du Plan B ne répondent que très partiellement aux attentes des vastes secteurs populaires qui veulent aussi donner un contenu démocratique, politique, pacifique, social, culturel, écologique et féministe à la construction européenne. C'est l'ensemble des politiques de l'Union qui doit faire l'objet d'une remise à plat.

L'ambition du Plan C est de permettre la naissance d'un vaste chantier démocratique pour une alternative à l'Europe néolibérale. Il s'agit d'élaborer un projet européen de solidarité : solidarité au sein de l'UE ; solidarité entre l'UE et le reste du monde ; solidarité avec les générations futures. Les mesures demandées dans le Plan A en constituent une première étape indispensable.

Toutes les composantes de chaque Attac d'Europe seront associées à l'élaboration de ce plan C : structures nationales, régionales, et locales. Dès cet automne, cette dynamique partant de la base convergera vers la préparation de la réunion de la Convention des Attac d'Europe de décembre 2005. Ce travail se prolongera ensuite sur une plus longue période.

La Convention des Attac d'Europe examinera également la manière de s'associer aux diverses initiatives qui pourront être prises par les différents mouvements sociaux et réseaux européens, notamment dans le cadre du Forum social européen d'avril 2006.

**Une autre Europe est possible.
Nous la construirons ensemble !**

Bruxelles, le 16 juin 2005.